

SECTEURS

Les hauts fourneaux de Florange seraient cédés à l'Etat pour « un euro symbolique »

Par **Les Echos** | 27/09 | 08:49 | mis à jour à 09:48

ArcelorMittal aurait décidé de fermer les deux hauts fourneaux du site de Florange selon le quotidien « Libération ». Arnaud Montebourg, ministre du développement productif qui se rend sur place dans l'après-midi pourrait confirmer leur cession à l'Etat pour un euro symbolique, le temps de trouver un repreneur.



ArcelorMittal aurait finalement tranché et décidé de siffler la fin de partie pour son site de Florange. **Selon les informations du journal Libération** en effet, le groupe sidérurgique aurait décidé de fermer définitivement **les deux fourneaux de Florange, à l'arrêt depuis juin et octobre**

2011. La décision aurait été confirmée au gouvernement.

Si ces informations se révèlent exacts, Arnaud Montebourg devra sans doute redoubler d'efforts ce jeudi après midi pour apaiser les salariés du site. Et notamment les 550 qui travaillent dans les haut fourneaux menacés, sur 2800 salariés du site. Le ministre doit en effet se rendre sur place pour faire le point sur la situation. Il pourra à cette occasion confirmer ou infirmer les informations de Libération qui affirme que le gouvernement français est en négociations avancées avec ArcelorMittal en vue de la reprise d'une partie du site de Florange.

Les négociations, entamées depuis trois semaines, portent sur la cession de la « filière chaude » de Florange -les hauts fourneau et l'aciérie -pour un euro symbolique et avec un délai de plusieurs mois, le temps pour l'Etat français de trouver un repreneur, écrit Libération. Ces négociations correspondent à la promesse faite par François Hollande durant la campagne de forcer les grands groupes à céder les sites industriels qu'ils veulent fermer, souligne le journal.

Un seul point à l'ordre du jour du CE de lundi

Mais en tout état de cause les salariés devraient être fixés en début de semaine prochaine. Lundi en effet, un comité central d'entreprise a été convoqué avec à l'ordre du jour un seul point : « la situation économique et industrielle » de Florange.

EN BOURSE



Détail du cours

Ajouter à mon portefeuille

Ajouter à votre liste

Le 10 septembre dernier, la direction d'ArcelorMittal avait refusé de démentir la possibilité d'un plan social dans ce site mosellan, après avoir annoncé début juillet qu'il projetait « une optimisation des fonctions support » de son activité d'aciers plats en Europe, ce que les syndicats ont interprété comme la menace de milliers de suppressions d'emplois.

Arnaud Montebourg avait rencontré les dirigeants d'ArcelorMittal le 30 août, au sujet du rapport d'une mission d'expertise dirigé par Pascal Faure remis fin juillet et qui concluait à la viabilité de Florange. Le groupe ArcelorMittal avait alors « réaffirmé son engagement vis-à-vis de la France qui reste un pays stratégique pour le groupe ».

SOURCE : AFP REUTERS